

ACTION URGENTE

LIBÉRATION DE LA FAMILLE D'UN DIRIGEANT DE L'OPPOSITION, 11 PERSONNES TOUJOURS EN PRISON

L'épouse et le frère du dirigeant de l'opposition Jerónimo Ndong ont été libérés de garde à vue le 20 mai, mais celui-ci est maintenant détenu sans inculpation aux côtés de 10 autres personnes arrêtées dans le cadre d'une manifestation avortée.

Medianera et **Ubaldo Mesi Ndong**, respectivement l'épouse et le frère de **Jerónimo Ndong**, secrétaire général de l'Union populaire (UP) – un parti d'opposition –, ont été libérés de garde à vue le 20 mai vers 16 h 30. **Jerónimo Ndong** s'est livré à la police environ une heure et demie plus tard mais il ignorait que sa famille avait déjà été libérée. Il s'est rendu au poste de police central de Malabo, accompagné de son avocat et du président de l'UP. On lui avait demandé de venir signer une déclaration. Cependant, aucun document de ce type ne lui a été présenté. Le responsable de la police aurait dit à cet homme et aux deux personnes qui l'accompagnaient qu'ils devaient attendre l'arrivée du ministre de la Sécurité nationale. Pourtant, le 23 mai à 11 heures du matin, Jerónimo Ndong était toujours détenu sans inculpation au poste de police. Son épouse a pu le voir le 22 mai au matin mais n'a pas été autorisée à lui rendre visite depuis lors.

Dix autres personnes arrêtées entre les 13 et 15 mai dans le cadre d'une manifestation avortée, prévue le 15 mai, sont encore détenues au secret sans inculpation. **Luis Nzo**, arrêté le 13 mai dans une rue de Malabo alors qu'il annonçait la manifestation avec un mégaphone, **Salvador Bibang Ela**, dirigeant du parti d'opposition Convergence sociale démocratique populaire, et six autres personnes sont détenus au poste de police central de Malabo, tandis que **Clara Nsegue Eyí** et **Natalia Angue Edjodjomo**, coordinatrices de la manifestation et fondatrices du Parti démocratique de la justice sociale (PDJS), sont détenues sans inculpation à la gendarmerie de la ville de Mongomo, dans le nord-est de la partie continentale du pays.

Toutes ces personnes sont, semble-t-il, des prisonniers d'opinion, arrêtés pour avoir tenté d'exercer leurs droits aux libertés d'expression et de réunion. Amnesty International demande leur libération immédiate et inconditionnelle.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- dites-vous préoccupé par l'arrestation et la détention au secret des prisonniers d'opinion mentionnés ci-dessus (merci de les nommer) ;
- priez les autorités de libérer immédiatement et sans condition ces personnes, qui semblent avoir été arrêtées uniquement pour avoir exercé leurs droits aux libertés d'expression et de réunion.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 3 JUILLET 2013 À :

Procureur général
David Nguema Obiang
Fiscal General de la República
Fiscalía General de la República, Malabo,
Guinée équatoriale
Fax : +240 333 09 1338/4961
(entre 8 h 30 et 15 h 30 GMT)
Formule d'appel : Sr Don, / Monsieur le Procureur général,

Ministre de l'Intérieur et de l'Administration locale
Clemente Engonga Nguema Onguena
Ministro del Interior y Corporaciones Locales
Ministro del Interior y Corporaciones Locales
Malabo, Guinée équatoriale
Fax : +240 333 09 2683/2688/3406
(entre 8 h 30 et 15 h 30 GMT)
Formule d'appel : Sr Don, / Monsieur le Ministre,

Copies à :
Président
General Teodoro Obiang Nguema Mbasogo
Presidente de la República
Gabinete del Presidente de la República
Malabo, Guinée équatoriale
Fax : +240 333 093313 /3334/0267
(entre 8 h 30 et 15 h 30 GMT)
Formule d'appel : Excelencia, / Monsieur le Président,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Guinée équatoriale dans votre pays (adresse(s) à compléter) : nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 132/13. Pour en savoir plus : <http://amnesty.org/fr/library/info/AFR24/002/2013/fr>.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

LIBÉRATION DE LA FAMILLE D'UN DIRIGEANT DE L'OPPOSITION, 11 PERSONNES TOUJOURS EN PRISON

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le Parti démocratique de la justice sociale (PDJS) a été créé en janvier 2013, mais les autorités ont refusé de le légaliser. Fin avril 2013, le Mouvement de protestation populaire, composé de personnes comme de partis d'opposition, a été fondé notamment pour protester contre le refus des autorités de légaliser le PDJS, mais aussi pour réclamer des libertés fondamentales et un dialogue avec le gouvernement. Le 2 mai, le Mouvement a informé les autorités par écrit de son intention d'organiser une manifestation pacifique le 15 mai mais n'a pas obtenu de réponse. Toutefois, le ministre de l'Intérieur aurait fait savoir oralement à certains des organisateurs qu'ils n'avaient pas l'autorisation de manifester.

Le 8 mai, vers 14 heures, l'un des organisateurs de la manifestation, Enrique Nsolo Ndong, professeur à l'université, a été roué de coups par un groupe de six jeunes hommes alors qu'il préparait une banderole. Ceux-ci l'ont ensuite traîné hors du bâtiment et l'ont fait monter dans une voiture de police stationnée à l'extérieur. Il a été emmené au poste de police central de Malabo et remis en liberté plus tard dans la soirée, sans inculpation. Il a depuis été licencié de son poste d'enseignant à l'université. Son père et son frère aîné ont été arrêtés le 14 mai dans leur ville, située sur le continent, et transférés à Malabo, dans les locaux du ministère de l'Intérieur. Ils ont été libérés tard dans la soirée du 15 mai, après qu'on leur a enjoint de convaincre Enrique Nsolo de renoncer à ses activités politiques.

Les citoyens de Guinée équatoriale se rendront aux urnes le 26 mai pour élire un nouveau Parlement, ainsi que plus de 230 membres de conseils locaux et, pour la première fois, 55 membres du nouveau Sénat – qui en compte 70 au total. Les 15 autres sénateurs seront directement nommés par le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo. Le gouvernement invoque fréquemment des « raisons de sécurité » et des tentatives de coups d'État dans le but de faire taire les opposants politiques à l'approche des élections.

Noms : Jerónimo Ndong (h), Luis Nzo (h), Salvador Bibang Ela (h), Clara Nsegue Eyí (f), Natalia Angue Edjodjomo (f) et six autres détenus (h)

Genre : hommes et femmes

Action complémentaire sur l'AU 132/13, AFR 24/003/2013 Date: 23 mai 2013